

UNE ÉCOLIÈRE DE HUIT ANS PERCUTÉE PAR UN CAMION

Les habitants d'Oued Rkham bloquent à nouveau la bretelle de Zeboudja

Avant-hier, aux environs de 16h, une écolière qui regagnait son domicile au village d'Oued Rkham, relevant de la commune d'Aïn Turk, à 10 kilomètres au nord-ouest de Bouira, a été percutée par un camion au niveau de la bretelle de Zeboudja, utilisée par les camions qui sont obligés de quitter l'autoroute pour cause de travaux de mise à niveau du tronçon Bouira-Lakhdaria. La fillette, qui a été grièvement blessée, se trouvait hier encore en soins intensifs au CHU de Tizi-Ouzou.

Juste après cet accident, les habitants de la localité ont fermé la bretelle en exigeant des solutions définitives à ce problème.

Pour rappel, le 29 janvier dernier, des dizaines de villageois d'Oued Rkham, craignant pour leurs enfants et pour leurs maisons, avaient protesté contre l'utilisation abusive de cette bretelle de deux kilomètres qui relie la RN5 au niveau de Zeboudja à l'autoroute Est-Ouest à l'entrée du pont d'Oued Rkham par les camions.

Lors de cette fermeture que nous avons couverte dans ces mêmes colonnes, les habitants avaient exigé des solutions face à ces camions qui sont des centaines à emprunter cette voie quotidienne et qui font courir des risques énormes aux enfants mais aussi aux habitants et leurs maisons, dont des dizaines sont situées en contrebas de cette bretelle très inclinée.

D'ailleurs durant leur protestation, ces villageois, qui ont recouru

aux traditionnels pneus brûlés ainsi que les branchages et les pierres pour bloquer carrément la circulation sur cette voie, plusieurs témoignages ont été relatés sur place, notamment les dérapages des camions qui ont, maintes fois, failli emporter dans leur trajectoire des maisons entières avec leurs occupants ; alors que d'autres citent les cas de dérapages de camions qui ont causé des morts en écrasant sur leur passage des voitures et leurs occupants.

A l'époque, après deux jours de protestations, le maire d'Aïn Turk ainsi que le chef de daïra de Kadiria avaient promis aux habitants des solutions urgentes. Des solutions qui consistaient en des permissions pour les camions d'emprunter le tronçon d'autoroute entre Oued Rkham et Kadiria qui leur était interdit depuis le démarrage de la mise à niveau de ce tronçon d'autoroute Bouira-Lakhdaria sur 33 kilo-

mètres en septembre 2013 et qui traîne jusqu'à nos jours.

Aussi, après ces protestations, les deux responsables avaient promis de voir avec la gendarmerie et l'Agence des autoroutes, pour permettre à certains camions de moyen tonnage d'emprunter la pente de Djebbahia et d'éviter la bretelle de Zeboudja.

Les choses en sont restées là et les habitants qui ont constaté un certain allègement ont repris la vie normale malgré les désagréments qui persistent toujours et les risques de dérapages des camions qui continuent à emprunter cette bretelle.

Ce jeudi, les appréhensions des habitants se sont avérées justes puisque un camion de gros tonnage a percuté une écolière de huit ans sur cette bretelle alors qu'elle était en compagnie de ses camarades. La fillette, qui s'est retrouvée avec de multiples blessures, a été transportée par les

éléments de la Protection civile vers l'hôpital de Lakhdaria avant d'être transférée pour gravité de ses blessures vers le CHU de Tizi-Ouzou où elle est toujours sous surveillance médicale.

Aussi, juste après cet accident, un de trop – les habitants se sont tout naturellement soulevés en fermant carrément cette voie à la circulation et en exigeant des solutions définitives pour leur calvaire.

Hier matin, alors que les habitants ont de nouveau fermé la route à la circulation, les responsables locaux - le maire d'Aïn Turk et le chef de daïra - se sont déplacés sur les lieux et sur place, des travailleurs de l'APC ont été dépêchés pour mettre des ralentisseurs, en leur rappelant que les travaux de mise à niveau tirent à leur fin et que, par conséquent, cette bretelle ne sera plus une obligation pour ces camionneurs de l'emprunter.

Y. Y.

RENCONTRE DU WALI DE BOUIRA AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE SUR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL

La participation aux législatives en ligne de mire

C'est une initiative fort louable que cette rencontre organisée ce samedi par le wali de Bouira à la maison de la culture Ali-Zamoum, entre les directeurs d'exécutif venus présenter leurs secteurs devant les représentants de la société civile.

Cependant, cette rencontre présentée comme entrant dans le cadre de la démocratie participative puisque il était prévu un débat après ces présentations, aurait été une très grande réussite si le wali, lors de son allocution d'ouverture, n'avait pas dès le début dévoilé les véritables visées de cette rencontre qui sont celles d'un appel du pied du pouvoir à ces représentants de la société civile pour inciter les gens à la participation aux prochaines élections du 4 mai prochain.

Un appel et une initiative qui sonnent comme un véritable cri d'alarme d'un pouvoir qui craint fortement l'abstention, c'est-à-dire cette indifférence criante constatée chez la population concernant ces élections. D'ailleurs, même avec ces méthodes et leurs incohérences tant on continue à trier sur le volet les associations et autres représentants de la société civile qui devaient être présents, en chargeant les chefs de daïra de choisir les seuls représen-

tants acquis aux thèses du pouvoir sans chercher leur véritable ancrage parmi cette société. Il s'est trouvé parmi ces représentants ceux qui ont osé sortir des sentiers battus en rappelant les véritables préoccupations de la propagation, comme par exemple la pomme de terre qui est vendue à... 120 dinars.

D'autres encore ont évoqué les cas de favoritisme adopté comme règle par certains directeurs d'exécutif dans leurs relations avec telle ou telle association ; et d'autres encore, surtout ce président d'une association de Taghzout qui a rappelé à l'assistance qu'il existe 15 associations dans la commune et aucune n'a été invitée à cette occasion et sa présence était venue par hasard en apprenant via un ami l'existence de cette rencontre. Ce même président qui a fait la remarque concernant l'absence de la jeunesse alors qu'elle devait être présente en force dans cette salle des conférences de 1 000 personnes et qui était presque vide.

Autant de ratages que le wali, lors de ses réponses, a essayé de pallier par des promesses que ce genre de rencontres allaient être renouvelées à l'avenir. Mais, il était dit que ce même wali lors de son allocution d'ouverture, du haut de la tribune, allait se trahir en dévoilant indirectement le but de cette rencontre quand il parlera de la nécessité d'aller en force aux élections prochaines en appelant les présents de faire tout pour sensibiliser le citoyen d'aller voter et en critiquant ceux qui appellent au boycott.

En outre, signalons que le premier magistrat de la wilaya a, encore une fois, oublié de faire dans la communication face à une population composée d'arabophones et de berbérophones et avec laquelle il devait utiliser les deux langues qu'il maîtrise bien, l'arabe et le tamazight.

Lors de cette rencontre, le wali a ignoré la population berbérophone qu'il sollicite pourtant pour ces élections. Une population qui représente la moitié de la wilaya et qui risque de fuir d'avantage le pouvoir central représenté par un wali qui, jusqu'à présent, évite de parler avec elle en tamazight. Cela étant, rappelons que lors de cette ren-

contre, les directeurs d'exécutif ont présenté chacun les grandes lignes de leurs secteurs. Mais, les chiffres ont été tellement nombreux que le bon sens aurait voulu que ces communications soient distribuées sous forme de documents en laissant beaucoup de temps au débat. Chose qui n'a pas été faite et cela a bien arrangé les directeurs, comme par exemple le DSA qui a parlé d'une quantité de 78 000 tonnes de pommes de terre stockées par trois opérateurs au niveau de la wilaya et d'une quantité de 20 000 tonnes déstockées depuis le 1^{er} avril vendue directement au détail à 40 dinars. Des affirmations contredites sur le terrain puisque au niveau des marchés, comme l'avait rappelé lors des débats un des intervenants, la pomme de terre est vendue jusqu'à 120 dinars.

Des directeurs qui ont, à travers les présentations, montré que tout va bien tant pour les routes, que pour les logements, le gaz naturel ou encore l'eau potable et que la réalité a souvent contredit. Mais pour avoir un meilleur débat, il fallait de véritables représentants de la société civile. En tout cas, ce n'était pas le cas ce samedi...

Y. Y.

ATH YENNI (TIZI OUZOU)

Conflit autour de l'agression du réseau de distribution de l'électricité

Un groupe de citoyens du village Aït Lahcène, dans la commune d'Ath Yenni, ont décidé d'interpeller les autorités pour se plaindre de ce qu'ils appellent «les procédés malveillants et provocateurs de la Sonelgaz» à leur rencontre.

Soixante-cinq familles de ce village sont assignées en justice par l'entreprise de distribution de l'énergie électrique pour agression du réseau de distribution ; il leur est reproché le non-respect de la distance réglementaire avec les câbles de transport de l'électricité suite aux travaux de surélévation qu'ils ont effectués au niveau de leurs habitations. «Une aberration», protestent ces familles, arguant du fait que les demeures incriminées préexistent

depuis l'électrification de leur village. «Au même titre que les autres villages d'Aït Yenni, Aït Lahcène a été électrifié en 1952», précisent encore ces citoyens qui, à leur tour, accusent, la Sonelgaz de «faire diversion pour cacher ses manquements à ses devoirs et obligations en matière de sécurité.» Et ce, précisent-ils encore «au mépris de la réglementation et des textes réglementaires que les responsables locaux de l'entreprise qui usent de

subterfuges, interprètent à leur convenance, pour nous attaquer en justice».

De fait, écrivent, les plaignants : «en contrevenant à la loi 02-01 du 5 février 2002 qui stipule dans son article 162 qu'en cas de désaccord, le litige est réglé soit à l'amiable, sinon devant le service de conciliation ou la chambre d'arbitrage, la Sonelgaz ne trouve pas mieux que de nous traduire en session pénale comme de vulgaires criminels, alors que nous ne faisons que notre devoir pour abriter nos enfants avec peine et difficultés». Et de citer encore à leur défense, le décret exécutif N°10-331 du 29-12-2010, et les

articles N°146, 162 de la loi 02-01 du 05/02/ 2002. Des textes qui définissent «les devoirs et obligations de l'opérateur pour ne pas exposer l'abonné aux dangers d'électrocution et d'incendie auxquels nous sommes quotidiennement exposés sans que la Sonelgaz s'en soucie pour rénover son réseau de distribution vétuste, car datant de l'ère coloniale», se défendent ces citoyens qui, par ailleurs, mettent en garde contre le danger qui pèse sur les riverains «des pylônes qui penchent dangereusement et qui sont rattachés par des câbles aux arbres avoisinants».

S. A. M.

AÏN-TÉMOUCHENT

Large campagne de nettoyage des plages de Oulhaça

Les services de la commune de Oulhaça, dans la wilaya de Aïn-Témouchent, ont entrepris une large campagne de nettoyage à travers ses trois plages autorisées à la baignade, à l'instar de Malouz, El-Ouardanie et Rechgoun.

Cette opération s'est même étalée jusqu'aux plages non autorisées à la baignade comme Tmalhine et Sidi Yaâkoub.

Les travaux de nettoyage, outre le ramassage des ordures et détritus jetés aux alentours des plages, verront des opérations de badigeonnage des centres de la Gendarmerie nationale et la Protection civile ainsi que la réparation de l'éclairage public dans les trois plages ainsi que des travaux d'embellissement.

S. B.

2 milliards pour l'embellissement de l'esplanade d'El-Maleh

La commune d'El-Maleh (ex-Rio Salado), distante d'une dizaine de bornes kilomètres du chef-lieu de wilaya, a consacré une enveloppe financière de 2 milliards de centimes pour des travaux d'embellissement de l'esplanade publique située au centre-ville.

Les travaux ont été lancés cette semaine, ils devront toucher, entre autres, le changement du parterre de l'esplanade sur une surface d'un hectare et le renforcement de l'éclairage public, ainsi que l'installation de bancs publics.

Il faut noter que cette esplanade servait de lieu de célébration de fêtes religieuses ou nationales depuis plusieurs décennies et elle servait également de lieu de retrouvailles où les citoyens passaient des veillées nocturnes lors de la saison d'été ou lors du mois sacré de Ramadhan

S. B.